

LYON, le 19 mars 2019

Service Environnement de Travail & Action Sociale
Ghislaine FERNANDEZ
Téléphone : 06.21.84.62.13

**Révisions des durées d'attribution des 2 logements de l'université à vocation sociale
approuvées par les membres du conseil de gestion du S.G.A.S. du 19/03/2019**

1) Actuellement les conventions d'occupation précaire sont de 3 mois, renouvelable une fois :

Ont approuvé la réaffectation de logement de fonction en logement à vocation sociale, sans considération de service :

- Pour un T3 de 69 m2, situé au 1^{er} étage du bâtiment de l'IUT, à Bron, la délibération 2017-28 en date du 2 mai 2017,
- Pour un T4 de 123 m2, situé au 1^{er} étage du bâtiment B, à Bron, la délibération 2017-85 en date du 27 novembre 2017.

Les 2 délibérations renvoyaient aux modalités d'attribution des logements à vocation sociale, qui avaient été présentées en conseil de gestion du SGAS.

2) Approbation des redevances des logements à vocation sociale, sans considération de service :

La délibération 2017-95 du 15 décembre 2017 a approuvé le montant respectif des logements :

336.00 € par mois pour le T3 de 69 m2
461.25 € par mois pour le T4 de 123 m2.

3) Retours sur les différentes occupations de ces 2 logements :

Pour les 2 appartements, les 4 familles de BIATSS qui en ont ou en bénéficient encore ont demandé une occupation supérieure à 3 mois.

4) Proposition de modification des durées des conventions d'occupation précaire :

Les délais sont en effet souvent supérieurs à 3 mois, pour se voir attribuer un logement à caractère social, par le Service Inter Administratif du Logement de la Préfecture du Rhône. De tels logements à vocation sociale étant, pour la plupart des cas, attribués, à l'occasion de séparation de conjoints, il est, très souvent, quasiment inenvisageable de recourir aux offres de logement du parc privé, du fait d'un montant de revenus trop modestes.

De ce fait, il est proposé de prévoir :

- une 1^{ère} période d'occupation de 6 mois,
- éventuellement complétée pour une période de 6 mois,
- d'autoriser la Présidente à ajuster la période totale d'occupation du logement à vocation sociale, dans la limite de 15 mois.